

*Article 31 du Règlement*

[Traduction]

**LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

**M. Bob Kilger (Stormont—Dundas):** Monsieur le Président, la réponse des Canadiens d'un bout à l'autre du pays à la pétition téléphonique anti-TPS parrainée par le Parti libéral est formidable. Plus de 50 000 appels ont été reçus jusqu'à maintenant. En fait, la demande est si forte que nous avons dû ajouter une ligne pour recevoir les appels et prolonger la campagne téléphonique jusqu'à 23 heures, HNE, dimanche soir.

Les Canadiens profitent certainement de cette occasion pour faire entendre leur voix à un gouvernement complètement coupé de la réalité, afin qu'il sache que la TPS est absolument inacceptable.

Les Canadiens qui composent le 1-900-720-6051 ou le 1-900-720-6152 savent que les libéraux se préoccupent de l'opinion de la population.

\* \* \*

**LES PÊCHES**

**Mme Coline Campbell (South West Nova):** Madame la Présidente, le ministre des Pêches et des Océans sait que l'industrie de la pêche ne fait pas confiance aux politiques de son ministère. S'il veut rétablir la confiance perdue, je lui recommande de prendre les mesures suivantes.

Il devrait engager le ministère à faire la réévaluation complète des stocks traditionnels dans la région Scotia-Fundy. Actuellement, les données du ministère ne correspondent pas à ce que les pêcheurs trouvent dans ces eaux puisqu'ils ne pêchent pas ce qu'ils devraient apparemment y pêcher.

Ensuite, il devrait faire appliquer les recommandations formulées par le secteur de la pêche côtière sur la taille des filets à tous les secteurs, pêche côtière, pêche hauturière et pêche étrangère. Les jeunes poissons pourraient s'échapper des filets et on aurait ainsi automatiquement une méthode de conservation.

Il devrait aussi confirmer le rôle traditionnel du ministère en matière de développement des marchés, en augmentant considérablement le budget de commercialisation du gouvernement qui était de 1,9 million de dollars en 1989. Il aurait ainsi des fonds pour les espèces sous-exploitées, ce qui inciterait les chalutiers en haute mer et toutes les conserveries en manque de poisson à les exploiter à la place des étrangers.

En outre, pour montrer sa bonne foi, il ne devrait plus permettre au Cape North de pêcher le stock traditionnel de goberge dans nos eaux. Le contrat prend fin en janvier et le ministre devrait avertir ses armateurs de ne plus l'envoyer dans nos eaux côtières.

Je crois qu'avec ces mesures, le secteur de la pêche côtière ferait assurément plus confiance au ministre.

\* \* \*

**LES DROITS DES AUTOCHTONES**

**M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River):** Quand la Conférence des premiers ministres sur les questions autochtones est tombée à l'eau en 1987, le premier ministre a déclaré: «Nous devons payer le prix de notre échec. Malheureusement, ceux qui seront appelés à payer le plus cher seront ceux qui sont le moins en mesure de le faire, à savoir les peuples autochtones.»

Ces mots résonnent amèrement à leurs oreilles aujourd'hui car c'est le propre gouvernement du premier ministre qui leur fait payer ce prix. Ce matin, l'Assemblée des Premières Nations a rendu publique son analyse du récent budget qu'elle a intitulée «Le budget des souffrances».

Cette analyse montre que les dépenses per capita pour les Indiens du Canada ont bel et bien diminué de 11 p. 100 au cours des cinq dernières années. On y montre également que leur revenu moyen équivaut à peine à 54 p. 100 de celui des autres Canadiens. Pourtant, cela n'a pas empêché le propre gouvernement du premier ministre de traiter les peuples autochtones comme s'ils étaient aussi riches que les riches provinces de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario en plafonnant leurs budgets.

Il faudrait peut-être rappeler au premier ministre le reste de sa déclaration de 1987 lorsqu'il a dit: «Les autochtones paient un prix injuste depuis une période de temps également injuste.»

\* \* \*

**L'UNITÉ CANADIENNE**

**M. Peter L. McCreath (South Shore):** Monsieur le Président, pour paraphraser un des fondateurs de notre nation, je dirai: «Né Canadien, je veux mourir Canadien.» Je suis aussi un Néo-Écossais et un Canadien des provinces atlantiques.

En ce moment, certains groupes pensent naïvement qu'en se faisant les promoteurs de dissensions interrégionales, interlinguistiques et interculturelles, ils ne nuiront en rien au Canada, encore moins à eux-mêmes. Sans aucune considération pour les intérêts nationaux, leur